

Le 26 juillet 1994

*Le Général*  
*Chef de l'Etat-Major Particulier*

- N O T E -

à l'attention de  
Monsieur le Président de la République

O B J E T : Votre entretien avec le Premier ministre, mercredi  
27 juillet. RWANDA.

1. - Situation sur le terrain.

Pour le Haut-Commissaire aux Réfugiés, le drame que vivent les millions de réfugiés et déplacés hutus regroupés dans le nord du Kivu et le sud-ouest rwandais, dépasse en horreur ce que le monde a connu depuis la deuxième guerre mondiale.

Ces populations épuisées et terrorisées (1,2 million à Goma, 500.000 à Bukavu, 1,4 million dans la zone humanitaire sûre) connaissent à la fois la faim, la soif et les atteintes du choléra). Il en meurt près de 5.000 par jour.

Dans ce contexte, la mission du détachement Turquoise a été réorientée quasi-exclusivement vers l'aide humanitaire. La tâche est particulièrement éprouvante pour nos jeunes soldats qui doivent transporter chaque jour des milliers de cadavres sans aide des autorités zairoises ni des O.N.G..(à l'exception de Caritas).

L'ampleur du drame provoqué par la poursuite de l'offensive du F.P.R. vers Gisenyi, après que la France ait alerté en vain la communauté internationale, a fait taire les critiques sur notre intervention. L'opinion publique internationale, relayée par la presse, s'inquiète aujourd'hui des conséquences éventuelles de notre départ.

Alors que le "gouvernement intérimaire" et les F.A.R. se sont réfugiés en totalité au Zaïre où ils sont soumis à un contrôle de plus en plus strict de la part des autorités locales, le F.P.R. lui-même a cessé de nous accuser de "protéger les criminels" et reconnaît officiellement l'intérêt de la zone humanitaire sûre.

.../...

## 2.- Action humanitaire.

Bien que tardive, la mobilisation de la communauté internationale se manifeste aujourd'hui concrètement sur le terrain.

Les Etats-Unis qui ont annoncé une aide de 101 millions de dollars et le déploiement de 2.400 militaires, s'efforcent de "rafler la mise" médiatique et de contrôler l'ensemble de l'aide internationale. Leurs premiers parachutages non contrôlés ayant provoqué de vives critiques et leur tentative de prise de contrôle de la plate-forme de Goma (que nous gérons avec le H.C.R.) ayant échoué, ils semblent s'orienter vers un déploiement à Kigali.

Leur emboitant le pas, les Allemands ont mis à leur disposition 3 avions militaires pour le pont humanitaire et les Néerlandais ont demandé une réunion d'urgence de l'U.E.O....

Concrètement, la véritable mobilisation se fait sous la responsabilité du Haut-Commissariat aux Réfugiés, mandaté à cet effet par M. Boutros-Ghali. Environ 300 millions de dollars ont été mis à la disposition du H.C.R. par divers contributeurs, plus de la moitié provenant de l'Union Européenne.

L'aide est acheminée par Goma pour les réfugiés du Zaïre et par Bujumbura pour la zone humanitaire sûre. Les O.N.G. sont enfin présentes sur le terrain.

Mais l'ampleur des besoins est telle que la communauté internationale ne peut y faire face efficacement et durablement. Seul le retour rapide des réfugiés et déplacés peut mettre un terme à cette catastrophe sans précédent. Or le flux des retours est extrêmement faible en dépit des incitations (moins de 60.000 en 3 jours) en raison de la peur du F.P.R. qui habite les réfugiés. Cette crainte est renforcée par les nombreuses exactions commises par les vainqueurs qui procèdent à un tri des candidats au retour, éliminant, souvent physiquement, les élites parlant français.

## 3.- Situation diplomatique.

Les nouvelles autorités de Kigali n'ont été reconnues officiellement que par l'Ouganda, le Burundi et la Tanzanie. Toutefois, les Etats-Unis et la Belgique s'apprêteraient à rouvrir leurs ambassades.

Le nouveau Président, M.Pasteur Bizimungu, a rencontré M.Mobutu à l'Ile Maurice pour lui demander de s'opposer à toute action du "gouvernement intérimaire" et des F.A.R. à partir du territoire zaïrois. Avant même cette rencontre, le Premier ministre, M. Kengo; avait fait procéder au désarmement des F.A.R., à la confiscation des émetteurs radio des milices et à l'interdiction d'une conférence de presse du "gouvernement intérimaire". M.Mobutu serait prêt, cependant, à leur accorder l'asile politique.

Les déclarations récentes de M.Bizimungu et de son Premier ministre sont particulièrement intransigeantes en ce qui concerne le châtiement des criminels (une liste de 30.000 noms circule) et ne favoriseront pas le retour des réfugiés. Certaines dissensions semblent toutefois se faire jour entre le noyau dur F.P.R. (Bizimungu et Kagamé) et les hutus modérés du gouvernement dont M.Twagiramungu.

5.- Orientations du gouvernement.

Le Premier ministre, qui exclut pour l'instant toute prolongation du mandat du détachement Turquoise au-delà du 22 août, a défini les orientations suivantes au comité restreint du 25 juillet à Matignon :

a) être présents sur le terrain. Après M. Douste-Blazy qui s'est rendu à Goma les 23 et 24 juillet, Mme Michaux-Chevry ira au Burundi, au Kivu et dans la zone humanitaire les 29, 30 et 31 juillet. Elle ne prendra toutefois aucun contact politique au Rwanda.

L'Amiral Lanxade n'accompagnera pas le Premier ministre dans son voyage en Afrique mais visitera le détachement Turquoise les 27 et 28 juillet.

b) favoriser le retour des réfugiés et déplacés. La France ne sera pas en première ligne pour éviter toute accusation mais soutiendra l'action du H.C.R. et de l'O.N.U. ainsi que le déploiement de la MINUAR.

c) préparer la relève du détachement Turquoise, en intervenant notamment auprès de M. Boutros-Ghali pour que le bataillon interafricain qui est aujourd'hui déployé à nos côtés soit inclus dans la MINUAR comme l'avait accepté M. Twagiramungu avant l'intervention du Général Dallaire auprès de M. Bizimungu.

Environ 350 militaires français (l'équivalent du contingent africain qui comprend 240 Sénégalais, 40 Tchadiens, 40 Guinéens-Bissaos et 40 Congolais) seront rapatriés avant le 31 juillet.

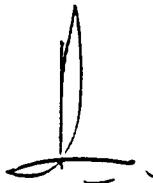
d) établir des contacts avec le Président Mobutu : le Secrétaire Général du Quai d'Orsay devrait le rencontrer avant la fin de la semaine pour le remercier de l'aide zairoise et lui demander de s'opposer à toute action militaire des FAR à partir de son territoire pour la période à venir.

Commentaires.

La mobilisation tardive de la communauté internationale, les déclarations, pour le moins ambiguës du nouveau gouvernement rwandais et les exactions commises dans la zone qu'il contrôle ainsi que l'emprise résiduelle des anciennes autorités sur une population malléable compromettent le nécessaire retour des personnes déplacées qui n'est pas véritablement enclenché.

Concrètement, la seule action efficace consisterait à faciliter un retour des populations sur leurs terres sans discrimination pour qu'elles retrouvent leur équilibre psychologique et alimentaire en procédant aux récoltes qui seront perdues si l'on attend plus de 15 jours. Pour cela, des pressions internationales doivent être exercées sur le gouvernement actuel, la MINUAR doit être déployée pour garantir la sécurité des réfugiés à leur retour, des plots de ravitaillement doivent être constitués le long d'axes humanitaires (comme au Kurdistan en 1991) et des moyens de transport routiers doivent être mis en place par la communauté internationale.

Des déclarations récentes de responsables militaires américains laissent à penser que les Etats-Unis pourraient s'efforcer de prendre en main l'ensemble de cette opération humanitaire en déployant au Rwanda dans quelques jours, à partir de Kigali, un dispositif civil et militaire de grande envergure.



Bruno DELAYE



Général QUESNOT